

L'hon. M. Martin: Oui, la seconde, datée du 29 juillet.

M. Douglas: Une question complémentaire. Le ministre a-t-il formulé son avis au sujet de cette lettre et estime-t-il qu'il s'agit là d'une déclaration satisfaisante sur le droit d'accès accordé aux forces des Nations Unies?

L'hon. M. Martin: Monsieur l'Orateur, j'ai fait une observation à ce propos dans mon discours d'aujourd'hui. J'ai signalé qu'il s'agissait d'un progrès très marqué, mais qu'à mes yeux, il restait un aspect à expliquer.

LE COMMERCE

LES CÉRÉALES—POSSIBILITÉ DE NOUVELLES VENTES À LA RUSSIE

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Reynold Rapp (Humboldt-Melfort-Tisdale): Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au ministre du Commerce. Lui a-t-on signalé la dépêche, parue dans *Le Devoir* de ce matin, selon laquelle M. Khrouchtchev aurait annoncé au peuple russe que la récolte de céréales était extrêmement bonne cette année et qu'il n'était pas nécessaire pour la Russie d'en acheter au Canada ou ailleurs? Si tel est le cas, les exportations canadiennes à ce pays vont-elles en souffrir gravement?

L'hon. Mitchell Sharp (ministre du Commerce): Monsieur l'Orateur, j'avais lu une nouvelle semblable dans un autre journal. Je n'ai cessé de répéter ici même que c'était aux Russes qu'il appartenait de décider s'ils auraient besoin de céréales cette année. Si oui, j'estime que nous fournirons notre part. Que les Russes achètent ou non du blé, ai-je aussi déclaré—and nous aimerions qu'ils en achètent—nous connaîtrons une bonne année d'exportations.

LA TÉLÉVISION

RÉSEAUX À ANTENNE COLLECTIVE—EXAMEN DES DEMANDES DE PERMIS

A l'appel de l'ordre du jour.

M. A. D. Hales (Wellington-Sud): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au ministre des Transports. Le ministre pourrait-il dire à la Chambre quand il se propose de présenter ses crédits, mettant au point l'arrangement selon lequel le Bureau des gouverneurs de la radiodiffusion pourrait entendre les demandes d'exploitants de télévisions à antennes collectives?

L'hon. J. W. Pickersgill (ministre des Transports): Monsieur l'Orateur, j'imagine qu'aucun crédit ne sera présenté avant le prochain lot de crédits supplémentaires. L'honorable

[M. Douglas.]

député devra demander au ministre des Finances de consulter sa boule de cristal, mais j'imagine que ce sera vers la fin de l'automne. En attendant, je le répète, toute opinion nécessaire pour les cas en suspens sera obtenue d'une façon officielle.

(Plus tard)

M. D. V. Pugh (Okanagan-Boundary): Monsieur l'Orateur, puis-je poser une question complémentaire au ministre des Transports au sujet de la télévision par câble? Le ministre a dit au sujet des demandes de permis qu'elles seraient examinées de façon officielle. Est-ce à dire que toutes les demandes seront examinées comme elles l'étaient avant le gel?

L'hon. M. Pickersgill: Non, pas précisément. Dans les cas où l'on a raison de croire qu'il pourrait y avoir des conséquences désastreuses au point de vue financier sur la télédistribution, on demandera un avis officieux du Bureau des gouverneurs de la radiodiffusion. Toutefois, les demandes seront traitées comme autrefois en ce qui touche tous les autres aspects.

M. Pugh: Une autre question complémentaire. N'est-ce pas ainsi qu'on procédait avant le 15 décembre dernier? Autrement dit, les droits de stations de diffusion ordinaires sont pris en considération?

L'hon. M. Pickersgill: Si je ne me trompe, il y a quelques années, on a, pendant quelque temps, demandé l'avis du Bureau des gouverneurs de la radiodiffusion. Ensuite, le Bureau des gouverneurs lui-même a contesté l'après-propos d'une telle ligne de conduite et il a cessé de donner son avis. On se propose maintenant de demander l'avis d'une façon officielle jusqu'à ce que le Parlement approuve le poste des crédits que je demanderai au ministre des Finances de présenter plus tard cette année.

(Texte)

LA SITUATION ÉCONOMIQUE DU CANADA

A PROPOS DE L'AUGMENTATION DU COÛT DE LA VIE

A l'appel de l'ordre du jour.

L'hon. Théogène Ricard (Saint-Hyacinthe-Bagot): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question au très honorable premier ministre. Peut-il dire à la Chambre quelle mesure il entend prendre pour arrêter la montée inquiétante du coût de la vie, dont l'indice a atteint 136.2 pour le mois de juillet dernier?

(Traduction)

L'hon. Walter L. Gordon (ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, mon honorable